



## COLLEGE : VOUS AVEZ DIT LIBERTE ?

*Ils l'auront répété sur toutes les antennes, à longueur de médias : les promoteurs de la réforme du collège sont des progressistes. Ils réforment pour ouvrir un espace de liberté, pour créer de cette autonomie qui permet de rêver à plus de justice et plus d'égalité. Ils veulent le faire... quitte à imposer cette liberté par la contrainte, en fermant la porte au dialogue, en obstruant toute voie alternative proposée par les personnels. Ils ont dit liberté : vous n'avez plus qu'à vous soumettre !*

Quelle belle réforme de l'école, qu'une réforme qui se fait malgré les enseignants (opposés à plus de 75 % au texte de la ministre quand seuls 17% déclarent le soutenir) ! Quelle belle reconnaissance de l'enseignant concepteur que la ministre prétend libérer et encourager, que de lui imposer un texte qu'il conteste : « Vous ne savez pas ce qui est bon pour l'école, obtempérez, faites-moi confiance, j'ai tout bien réfléchi ; j'ai des rapports et des études : exécutez ! »

Et c'est vrai qu'ils ne sont pas lancés à la légère : la réforme reprend des préconisations d'un rapport rendu... à Nicolas Sarkozy, du temps où la droite cherchait le moyen de donner de l'autonomie aux établissements, de casser la référence républicaine qui gêne la nécessaire conjugaison du système éducatif et du libéralisme. Car ne nous y trompons pas : la fronde de droite contre la réforme aujourd'hui n'est bien que poudre aux yeux. Leur contre-réforme s'ils reviennent aux affaires ne fera qu'ouvrir davantage la brèche ouverte par les socialistes. Le Medef le sait bien, lui qui encourage Najat Vallaud-Belkacem et lui a donné sa confiance en donnant son suffrage au Conseil supérieur de l'éducation.

### Mobilisation à la rentrée

Enseignants, parents, l'heure est venue de la mobilisation. Vous tous qui n'avez d'autre horizon que cet idéal de l'école émancipatrice que vous défendez par votre attachement à l'école publique et républicaine, vous devez exiger que le débat ait lieu. Vous devez exiger de participer à la réflexion sur le moyen de retrouver le chemin de la lutte

contre les inégalités, de libérer cette réflexion de l'influence de tous ceux qui rêvent de soumettre l'école aux besoins du système libéral.

La réforme des collèges, telle qu'on vous la propose, est un spectre sinistre habillé tant bien que mal de la dépouille des pédagogies qui marchent, maquillé du masque de ce qui aurait pu être le collège de l'avenir. On y retrouve tout : les pédagogies actives, qui permettent aux élèves de travailler collectivement, d'être acteurs de leur formation, de sortir de leur passivité ; l'interdisciplinarité qui permet à l'élève de percevoir la cohérence de ses apprentissages ; l'accompagnement personnel qui permet de travailler sur la difficulté de chacun, sur le besoin individuel... On y retrouve tout, vidé de sa substance, décalqué sur un dispositif qui empêche l'application et entraîne, dans le même temps, le naufrage des disciplines.

### Un collège épuisé

Au terme de cette réforme, si on ne réussit pas la mobilisation, c'est un collège épuisé, aux équipes divisées, aux élèves désorientés, que nous devons tenter de relever. Car derrière les paroles, nous sommes en mesure, aujourd'hui, de lire la réalité de demain. On nous dit : « liberté pédagogique, initiative et créativité des enseignants ? » ; la réforme répond : "autonomie des établissements, profondes inégalités entre les territoires, choix pédagogiques imposés par de nouvelles hiérarchies intermédiaires". On nous dit « accompagnement personnel de l'élève ? ». La réforme répond en prenant sur les horaires disciplinaires, en enlevant les moyens d'alléger les effectifs et de travailler en groupes

réduits. On nous dit « pédagogies actives

pour éviter l'ennui, pour travailler la motivation des collégiens ? » La réforme répond en tuant les dispositifs "projets choisis" qui existent et en les remplaçant par des projets subis. On nous dit « interdisciplinarité généralisée ? ». La réforme répond en prenant sur les disciplines, en ne permettant pas la co-animation, en ne permettant pas de jouer sur les effectifs, en ne donnant aucun des moyens nécessaires à la concertation des équipes...

### Falsification

Invoquer « les bonnes valeurs » pour mettre en place un dispositif qui leur est contraire : la démarche n'est pas nouvelle. La société libérale sait depuis longtemps construire l'asservissement en adoptant le vocabulaire du progrès social et de l'émancipation. A l'école, la justice sociale a dû céder le pas devant le concept « d'égalité des chances » qui laisse à l'individu la responsabilité de son échec ; en matière d'écologie, le « développement durable » a été inventé pour permettre de préserver la notion de croissance nécessaire sans laquelle toute politique de l'offre s'avère caduque. La réforme des collèges est un très bel exemple de ce recyclage cynique. Elle ouvre un nouvel abîme d'inégalité dans l'école au nom, tout bonnement, ... de l'égalité !

Jacques Arfeuillère





## 13 JUIN à GUERET : QUE VIVENT LES SERVICES PUBLICS !

*Nous étions des milliers de militants de la France entière à rappeler dans la rue que ce qui nous lie ensemble dans la société, c'est sans doute, avant tout le partage des services publics.*

**L**e partage de la santé, de la transmission du savoir, de la communication, de tout ce qui nous permet de nous déplacer. Défendre les services publics, c'est défendre ce qui nous maintient ensemble, solidaires et unis. A Guéret, loin des mégapoles, nous avons choisi de refuser que des territoires entiers

soient abandonnés, laissés pour compte de l'ultra libéralisme. A Guéret, le train, l'hôpital, l'école, l'eau, l'énergie, la culture ont marché de concert pour que vive l'espoir d'une société plus humaine et plus écologique.

*Séverine Lenbard*

## EUTHANASIE : MOURIR DANS LA DIGNITÉ OU EQUARRISSAGE POUR TOUS ?

*Le point de vue de l'article n'engage que son auteur. Il a pour but d'alimenter le débat et prendre le contrepoint d'évidences un peu trop évidentes. (NDLR).*

**Quand certains militent pour la légalisation de l'euthanasie ou du suicide assisté, nous pouvons légitimement nous demander si cette position très catégorique ne peut pas être nuancée. Le sujet est sensible, et être de gauche ne doit pas nous interdire d'avoir des réserves sur le « libre choix de sa fin de vie ».**

**N**ulle place pour la nuance ! Tu es avec nous ou contre nous : choisis ton camp, celui des ultra-réactionnaires pro-vie intégristes de droite, ou celui de la gauche pour l'abolition de toutes les limites et pro-euthanasie ! Pourtant à y regarder de plus près, on peut aussi être de droite, libéral et pro-euthanasie, tout comme on peut être de gauche, communiste, écolo, et avoir des réserves sur l'euthanasie. Évacuons le premier cas : Jean-Luc Roméro, président d'honneur de l'ADMD, principal mouvement pro-euthanasie, a longtemps été à l'UMP avant de devenir « personnalité d'ouverture » à droite pour le PS aux régionales franciliennes. Mais quelles réserves avoir sur l'euthanasie quand on est de gauche ?

Premièrement, certaines propositions politiques ne peuvent faire fi du contexte dans lesquelles on les met en place. Parler d'euthanasie dans une société qui réduit le budget de la santé publique, ferme les hôpitaux et pratique la tarification à l'acte n'est pas anodin. Quand les hôpitaux cherchent la rentabilité, que la sécu dérembourse et se reporte vers des mutuelles privées, on peut déjà craindre que « le libre choix de sa fin de vie », risquerait pour beaucoup de ne pas être vraiment un choix. Si personne ne peut payer les soins palliatifs de mémé, qui est au minimum vieillisse et sans mutuelle, l'euthanasie pourrait être le choix, non pas de mémé, mais de ses créanciers ou ayants-droits... voire celui des chefs de services hospitaliers contraints de libérer des lits. Jacques Attali, disait « dès qu'on dépasse 60/65 ans, l'homme vit plus longtemps qu'il ne produit et il coûte alors cher à la société. ». A l'inverse, la légalisation de l'euthanasie dans un pays où l'on aurait au préalable revalorisé les retraites et créé un système de santé publique gratuite à 100 % avec des bons services gériatriques, poserait beaucoup moins de problème. Bref, quiconque réclame l'euthanasie ne devrait pas mettre la charrue avant les bœufs !

Notons aussi qu'il y a peut-être autant de malades incurables que de manières de les soigner. Par conséquent, il faudrait stopper cette manie procédurière qui consiste à faire un tas de lois généralisant les cas particuliers. Vivement une société intelligente qui réglerait les cas particuliers sans faire appel à tout un arsenal juridique. La nouvelle Loi Claeys-Léonetti, qui propose de reconnaître les « dernières volontés » des malades, ou la sédation pro-

fonde et continue jusqu'à la mort, ne constitue-t-elle pas une avancée suffisante pour régler de nombreux cas incurables ? (Au passage profitez de ces quelques lignes où l'on dit du bien d'Alain Claeys, c'est plutôt rare dans nos colonnes). A-t-on besoin de surenchérir avec des propositions excessives, comme la proposition de Véronique Massonneau, de légaliser l'euthanasie par la privation de nourriture ?

Notons aussi que l'euthanasie est typiques de la cerise, que la gauche molle agite quand elle ne fait pas grand chose pour s'occuper du gâteau. Pierre Desproges plaisantait sur l'abolition de la peine de mort : « C'est bien, mais ça concerne combien de personnes ? ». On pourrait en dire autant de l'euthanasie.

Il y a d'autres objections recevables, nous ne les détaillerons pas toutes. Une très intéressante contribution au congrès du PCF de 2013 énonçait par exemple les réserves des praticiens hospitaliers eux-mêmes. Nous vous invitons à la lire (<http://congres.pcf.fr/33723>).

Enfin pour terminer sur un registre un peu plus taquin, il faudrait que les philosophes se posent la question de pourquoi l'euthanasie a le vent en poupe dans une société qui paradoxalement limite toujours plus nos possibilités de mettre fin à nos jours nous-mêmes : des garde-fous toujours plus hauts sur les ponts, les portes palières sur les quais du métro, verbalisation de l'absence de port de ceinture de sécurité... Qui êtes vous pour décider que moi-je mourir sur lit d'hôpital plutôt que par suicide sur voie publique ? Voyons, c'est pas cool de mettre en retard les trains en se jetant dessous ! Des gélules, des dépassements d'honoraires et des seringues, c'est meilleur pour la croissance !

Nous ne prétendons pas par ces propos résoudre cette grave question sociétale, mais par cette modeste et naïve contribution, montrer que le sujet n'est pas simple, et que le slogan « le droit à mourir dans la dignité » peut être re-questionné, sans pour autant être catalogué dans le camp des « réactionnaires ».

*Thomas Sababi*

# MIGRANTS : DES CATASTROPHES A VENIR

*Naufrage après naufrage, le nombre de migrants morts en Méditerranée ne cesse de croître. A la fin du mois de mai, 1600 personnes avaient disparu en mer depuis le début de 2015, ce chiffre étant déjà supérieur à la moyenne annuelle des quinze années précédentes. Depuis 2000, plus de 23.000 personnes sont mortes en Méditerranée en essayant de rejoindre l'Europe. Plus loin de nous, en mer d'Andaman, des Bangladais et des Birmans tentent par milliers de fuir leurs pays.*



**A**ux naufrages en Méditerranée l'UE répond en mettant en œuvre des politiques de plus en plus sécuritaires. Ainsi l'UE propose de renforcer les frontières du Niger (vous avez dit néo-colonialisme ?) pour stopper le mouvement des migrants. Dans la même veine, l'opération Triton lancée en 2014 par l'agence européenne Frontex a pour but premier de surveiller les frontières de l'UE mais pas de porter assistance aux bateaux en perdition. Il est aussi prévu de s'assurer de « la prise des empreintes digitales de tous les migrants à leur arrivée sur le territoire des États membres », dans le but de faciliter la mise en place d'un programme pour « les renvois rapides des candidats à l'immigration non autorisés à rester dans l'UE ».

L'UE ne se pose pas de questions sur sa responsabilité ou sur les causes du phénomène. Pour Donald Tusk, le président du Conseil européen, il ne s'agit pas « d'attendre des solutions rapides aux causes profondes des migrations, parce qu'il n'y en a pas. [...] S'il y en avait, nous les aurions mises en œuvre depuis longtemps ». Ainsi, il n'y aurait pas de lien entre les interventions militaires en Lybie et ceux qui fuient le chaos dans ce pays. Il n'y aurait pas non plus de lien entre la libérali-

sation imposée à marche forcée par l'UE à de nombreux pays africains et les personnes qui fuient ces pays où, au sens propre, elles n'ont plus les moyens de survivre.

## Repenser les relations avec les pays pauvres

Vouloir mettre des murs de plus en plus hauts et des barbelés aux frontières de l'UE est une réponse humainement inacceptable à la misère. C'est aussi une réponse d'avance vouée à l'échec. Ce n'est pas de cette manière que l'on arrêtera des hommes et des femmes qui fuient la guerre civile, la famine ou la folie de fanatiques religieux. Ce sont toutes les relations entre les pays riches et les pays pauvres qu'il faut repenser. Nous pillons les pays du tiers monde et ne leur accordons en moyenne qu'un pitoyable 0,29 % de PIB pour le développement. Il est nécessaire de rendre égalitaires les relations entre pays riches et pauvres, de faire en sorte qu'une vie digne et identique à celle que nous connaissons soit possible dans les pays du tiers monde. C'est d'abord et avant tout notre humanité qui nous l'impose. C'est aussi la seule réponse qui permettra d'éviter que des femmes et des hommes préfèrent risquer leur vie sur des coquilles de noix à travers les mers plutôt

que de rester chez eux.

## Sortir du productivisme

Nous devons également nous questionner sur notre mode de vie. Une partie non négligeable des migrants actuels sont des migrants climatiques. Le dérèglement climatique, causé par la consommation frénétique d'énergies fossiles carbonées dans les pays riches, ne fait que commencer. Souvenons nous que le temps de réaction du climat se mesure en dizaines d'années : ce qui se produit actuellement ne reflète pas tant la situation actuelle que celle qui prévalait il y a cinquante à cent ans. Le réchauffement de la planète se traduira par la désertification, la baisse des rendements agricoles, l'inondation des terres proches du niveau de la mer. Cela aura pour conséquence le déplacement de dizaines de millions de personnes qui n'auront pas d'autre choix que de fuir des terres devenues inhabitables. L'accumulation sans fin d'objets toujours plus inutiles n'est pas humainement satisfaisante. Elle aura de toute façon une fin, les ressources n'étant pas infinies. A nous de faire en sorte que la sortie du productivisme soit aussi peu brutale que possible.

*Cédric Mulet-Marquis*

## DES NOUVELLES DU THEATRE historique de Poitiers

Le Collectif de défense de l'ancien théâtre de Poitiers et les deux plus importantes associations nationales de défense du patrimoine et des paysages reconnues d'utilité publique, que sont la SPPEF (Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France) et Patrimoine-Environnement, viennent de déposer une requête demandant l'annulation du permis de construire et de démolir. Un appel à financement participatif vient d'être lancé sur Ulule. Ce collectif s'est formé il y a plus de deux ans à la suite d'un rassemblement spontané de citoyennes et citoyens attachés à ce patrimoine historique et à sa vocation culturelle. Il a pour but d'empêcher la vente du théâtre par

le Maire de Poitiers à des promoteurs. Le Collectif s'oppose à la démolition à 80 % du théâtre historique de la ville et à sa transformation en galerie marchande, bureaux et appartements de haut standing. De nombreux artistes (Ariane Ascaride, Anne Consigny, Nicole Garcia, Lucas Belvaux, Matthieu Doze, Robert Guédiguian, Eddy Mitchell, etc...) et historiens de l'art soutiennent notre combat. Notre pétition compte désormais plus de 8000 signataires.

Participez au sauvetage de ce théâtre et contribuez à son avenir comme salle de spectacle en suivant ce lien :

<http://fr.ulule.com/theatre-poitiers/>

## CORBUSIER « INFRÉQUENTABLE » ?

*Il aura fallu une exposition organisée à Beaubourg pour les 50 ans du décès du Corbusier pour que l'on finisse par parler de certains pans « obscurs » de sa vie. Mais, plus que ses idées politiques, ce sont ses conceptions architecturales qui rendent Le Corbusier « infréquentable »*

### Un carnet d'adresse plutôt chargé

Les choses sont claires : Le Corbusier a appartenu à des officines du régime de Vichy après avoir emménagé au plus près du Maréchal. L'échec de ses projets finit par entraîner son départ, mais pas dans la résistance.

On pourrait penser que cet épisode n'est en rien révélateur d'une vie. Le problème reste le carnet d'adresse du Corbusier. L'un de ses grands amis est Alexis Carrel. Pape de l'eugénisme, celui-ci prône dans son best-seller, « L'Homme, cet inconnu », l'élimination des individus qui ne doivent leur vie qu'à une médecine efficace. Adhérent d'un des pires partis collaborationniste, le PPF de Doriot, Carrel prend la tête de la Fondation française pour l'étude des problèmes humains, l'ancêtre de l'INED. Le Corbusier est l'un de ses conseillers dans les questions urbanistiques, centrales dans la régénération de la population française. L'époque est à l'esprit sain dans un corps sain. Avant, Le Corbusier a fréquenté le Fais-

ceau, parti fasciste directement inspiré du modèle italien. Publiquement, il évite d'apparaître affilié à un courant politique, mais ses écrits transpirent d'une prose chère aux tenants de la future révolution nationale. Ils s'empressent de les publier. Admirateur de Mussolini, Le Corbusier sous-estime totalement le caractère antisémite du régime nazi. Mussolini puis Hitler l'éconduisent. Le bras droit du führer, Speer ira jusqu'à dire que l'on ne pouvait quand même pas imposer les bâtiments du Corbusier aux Allemands !

### Pour en revenir à l'architecture

Tout cela n'est que l'écume des tréfonds de la pensée du Corbusier. Ainsi, celui-ci estime que les logements doivent être éclairés, optimisés et respecter certaines proportions. L'hygiène est une obsession logique pour un homme qui veut que ses congénères se portent bien. L'optimisation est conçue en vue de la réduction des mouvements et des déplacements dans l'appartement. Le taylorisme entre dans la maison. Les proportions sont celles du modulator, un gaillard qui lève le bras... Les mauvaises langues y voient le nouvel homme tant recherché par les fascistes.

Et puis, Le Corbusier veut organiser ses villes selon un zonage. Celui-ci existe déjà, alors il le rationalise en séparant les zones productives des zones de rési-

dence, et de la zone de commandement. Car, il est pour la direction des experts. Le tout est relié par des autoroutes efficaces. Chaque immeuble vit dans une sorte d'autarcie, puisqu'en dehors du travail, il sera inutile d'en sortir pour mener sa vie. L'accusation de totalitarisme n'est pas loin.

Tout cela donne des projets où le béton règne en maître avec plus ou moins de succès. Le plus connu car le plus extrémiste est le plan Voisin qui consiste à raser la totalité du centre de Paris pour le remplacer par des tours de 300 mètres de haut...

Mais le Corbusier est-il véritablement un novateur ? Qui a visité les Salines d'Arc-et-Senans se dira que seule l'ampleur des moyens techniques mis en œuvre par Le Corbusier est novatrice par rapport à ceux dont disposait Ledoux. L'idée était la même. Et que dire du panoptique de Bentham, une prison si surveillée que le taux de suicide y atteignait des sommets. La chance est qu'en fin de compte Le Corbusier n'a pas pu vraiment mettre en œuvre ses projets. Les utopies sont rarement vivables.

*Laurent Chevrel*

*A lire : Xavier de Jarcy, Le Corbusier un fascisme français, Albin Michel*



**Journal du parti de Gauche de la Vienne, juin 2015.** Directeur de publication : Jean-Luc Morisset et Séverine Lenhard. Rédacteurs : Laurent Chevrel, Jacques Arfeuillère, Cédric Mulet-Marquis, Thomas Sahabi. Maquette : Séverine Lenhard. Photos : ©Severine Lenhard, sauf photo de l'article Le Corbusier. Imprimé par nos soins à 1000 exemplaires. ISSN : 2116-3456  
Contact de la rédaction : jacques.arfeuillere@wanadoo.fr, <http://86.lepartidegauche.fr/> Abonnement de soutien : 15 € en chèque à l'ordre du Parti de gauche 86, à adresser à Jacques Arfeuillère, 16 rue Maillouchon, 86 000 POITIERS.